Climat, après la COP21 : l'arnaque continue !

lundi 2 mai 2016, par NPA (commission écologie) (Date de rédaction antérieure : 28 mai 2016).

Sommaire

- Et la France dans tout ça ?
- Leurs « solutions »
- ...et les nôtres

On se souvient du show médiatique de « l'accord historique » de la COP21 signé à Paris par 196 États en décembre 2015. Le spectacle bien orchestré était présenté comme une victoire pour le climat. Avec d'autres, nous avions refusé de gober cette farce et dénoncions le manque criminel d'engagement...

Le 22 avril 2016 a commencé la phase de ratification de l'accord qui doit concerner au moins 55 pays responsables d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES). Autant dire qu'avec les négociations de détails la route sera longue avant l'entrée en vigueur de « l'accord historique » qui doit plafonner l'augmentation de la température sous les 2 °C par rapport au 18e siècle. Signé le 11 décembre 1997 lors de la COP3, le protocole de Kyoto n'est entré en vigueur que huit ans plus tard, car de nombreux pays ont marchandé leur ratification, obtenant ainsi un affaiblissement de certaines dispositions. Ainsi, les pays en développement pourraient agir de même pour faire pression sur les pays développés.

En effet, si on additionne tous les engagements des États, on obtient une limitation comprise entre 3 et 4 °C. Rien à voir avec l'objectif de limiter à 1,5 °C, réclamé par les pays du Sud déjà touchés par le réchauffement. En outre, les pays du Nord avaient promis lors de la COP15 de Copenhague en 2009, de créer un fonds vert de 100 milliards de dollars d'ici à 2020, cela pour aider les pays du Sud à engager leur transition énergétique. Maxime Combes, économiste membre d'Attac, a dénoncé le chiffre de l'OCDE de 64 milliards atteints en 2014, en disant que celle-ci avait additionné « des choux et des carottes »... C'est dire si c'est clair ! Aucune clarté non plus sur les formes d'aide : prêts ? Dons ? Public ? Privé ? Et après 2025 plus d'engagement !

Et la France dans tout ça ?

Hollande et Royal auront du mal à prouver « l'exemplarité française ». Les reculades dans la transition énergétique, la primauté au nucléaire qui crée le retard dans les renouvelables et met en danger les populations, les grands projets inutiles imposés aussi néfastes à l'environnement qu'inutiles pour les populations, les décrédibilisent. Ce gouvernement a même entériné les propositions de la Commission de Bruxelles qui juge l'objectif de l'UE, une réduction de 40 % des émissions de GES d'ici à 2030, largement suffisant...

Comme les 28 États devront ratifier individuellement, il est peu probable que l'Europe fasse partie de l'accord international qui se mettra en place en 2016-2018.

Leurs « solutions »….

Aménager le système avec du « développement durable », surtout si ça dope la croissance et les profits. Et pas question de renoncer aux énergies fossiles. Ils sont même prêts à les traquer jusque dans les entrailles de la Terre, quitte à tuer la faune, la flore et pourrir la vie des gens. La banquise fond : tant mieux ! Des réserves de pétrole considérables seront alors accessibles et exploitables. Voilà leur véritable accord, moins médiatique celui-là !

De même, les États préfèrent expérimenter la taxation du carbone, au motif qu'il faut bien payer les dégâts commis. L'apparent bon sens des taxations écolo est en fait un moyen d'éviter de remettre en cause le système capitaliste qui est à la cause du basculement climatique.

Des États préfèrent la fuite en avant et investissent des sommes faramineuses dans les « technologies à émissions négatives » (des systèmes capables de retirer du CO_2de l'atmosphère).

…et les nôtres

Le défi climatique ne sera relevé qu'en mettant en cause le fonctionnement du système capitaliste fondé sur l'exploitation des ressources fossiles, et en remettant en question la croissance matérielle infinie. Pour rendre cette transition désirable par la majorité de la population, il faut encourager des mesures anticapitalistes : la reconversion collective des travailleurEs des secteurs condamnés, une profonde redistribution des richesses, l'extension du secteur public et sa gestion démocratique sous contrôle des agentEs et des usagerEs, en commençant par l'expropriation sans indemnité ni rachat des secteurs de l'énergie et de la finance, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, - l'abolition du régime des brevets…

Ce n'est pas dans les ministères qu'on sauvera le climat, mais dans la rue, dans les luttes, toutes et tous ensemble. Le NPA s'emploie à faire converger toutes les batailles qui ont un but commun : supprimer tous les prédateurs qui accaparent les richesses que nous créons et qui détruisent nos vies et notre environnement.

Commission nationale écologie du NPA

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 334 (28/04/2016) :
https://npa2009.org/actualite/ecologie/climat-larnaque-continue-0